



Norois

Environnement, aménagement, société

209 | 2008/4

Dispositifs et outils de gouvernance territoriale

***Introduction* : Dispositifs et outils de gouvernance territoriale**

Sylvie Lardon, Eduardo Chia et Hélène Rey-Valette



  dition   lectronique

URL : <http://journals.openedition.org/norois/2602>

DOI : 10.4000/norois.2602

ISBN : 978-2-7535-1557-4

ISSN : 1760-8546

  diteur

Presses universitaires de Rennes

  dition imprimée

Date de publication : 15 décembre 2008

Pagination : 7-13

ISBN : 978-2-7535-0805-7

ISSN : 0029-182X

Référence   lectronique

Sylvie Lardon, Eduardo Chia et Hélène Rey-Valette, « *Introduction* : Dispositifs et outils de gouvernance territoriale », *Norois* [En ligne], 209 | 2008/4, mis en ligne le 01 mars 2009, consulté le 30 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/norois/2602> ; DOI : 10.4000/norois.2602

Introduction

DISPOSITIFS ET OUTILS DE GOUVERNANCE TERRITORIALE

SYLVIE LARDON¹, EDUARDO CHIA², HÉLÈNE REY-VALETTE³

¹ UMR METAFORT

(INRA/AgroParisTech – ENGREF),

Domaine des Cézeaux, BP 90054, 24 Avenue des Landais – 63 171 AUBIÈRES cedex 9

sylvie.lardon@engref.agroparistech.fr

² UMR Innovation

(INRA/CIRAD),

2, Place Viala – 34060 MONTPELLIER Cedex 1

chia@supagro.inra.fr

³ UMR Lameta

(Université Montpellier 1),

CS 79606 – 34960 MONTPELLIER Cedex 2

helene.rey-vallette@univ-montp1.fr

Débats et échanges autour de la gouvernance territoriale

Nous présentons dans ce numéro spécial une sélection d'articles issus de la session spéciale « Tools for Territorial Governance » organisée lors du Congrès joint de l'ERSA (European Regional Science Association, 47^e Congrès) et de l'ASRDLF (Association de Science Régionale de Langue Française, 44^e Congrès) qui s'est tenu du 29 août au 2 septembre 2007, à Paris/Cergy-Pontoise [<http://sadapt.inapg.inra.fr/ersa2007/index-fr.php>]. Cette réflexion s'inscrit plus largement dans le champ thématique sur « La dynamique et la gouvernance des territoires », portée par le département INRA-SAD [<http://www.inra.fr/sad/rub2rech/quatreChamps.htm>] et aborde la notion de gouvernance territoriale par l'analyse des outils, dans une perspective de développement territorial, entendu comme la « capacité des acteurs à maîtriser les dynamiques d'évolution qui les concernent » (Deffontaines *et al.*, 2001).

Cette session spéciale visait à rassembler des chercheurs de différentes disciplines (économie, géographie, sociologie, sciences de gestion, agronomie) qui travaillent sur la gouvernance territoriale et, le développement durable en agriculture. L'accent portait sur les outils et dispositifs de gouvernance territoriale dans les situations qui émergent avec la prise en compte du développement durable dans la gestion des ressources naturelles. Il s'agissait d'identifier et d'éclairer la capacité qu'ont (ou non) les acteurs concernés à piloter le devenir de l'agriculture, à élaborer et mettre en œuvre, à cet effet, des actions de développement durable ou la façon dont ces dispositifs génèrent de nouveaux modes de gouvernance des territoires. Si la problématique est d'actualité, les recherches sur les dispositifs et outils sont peu nombreuses. Or ces derniers ne sont pas neutres, il importe de mieux les étudier, de comprendre leurs effets sur la conduites des organisations et d'identifier des modalités d'action nouvelles. Dans certaines situations, les acteurs vont investir certains dispositifs, afin de construire ou développer une action collective. Dans d'autres situations, les dispositifs vont être au cœur de relations de pouvoir et failliront à produire les résultats

escomptés. En étudiant les dispositifs et les outils, nous faisons l'hypothèse que nous pourrions mieux comprendre les processus de gouvernance et préciser les enjeux et les modalités de gestion des territoires.

Une vingtaine de présentations a apporté leur contribution et lancé le débat, autour de cinq sessions, balayant ainsi les grandes thématiques relatives au cadre de mise en œuvre de la gouvernance, aux dispositifs territoriaux d'appui, aux outils de gestion de l'information et de construction des savoirs, ainsi qu'à l'apprentissage des acteurs dans les réseaux et aux modalités de médiation territoriale. Les articles portant sur les dispositifs institutionnels et les processus d'apprentissage collectif dans les relations entre territoire et développement durable ont été publiés dans le *Special Issue of IJSD* (vol. 11, n° 2 et 3). En introduction de ce numéro, H. Rey-Valette *et al.* (2008) analysent les interactions entre la gouvernance et le développement durable en appréhendant la gouvernance soit comme une finalité, soit comme un outil du développement durable. Plusieurs articles posent le cadre de mise en œuvre de la gouvernance territoriale. Dans une revue bibliographique en sciences politiques et sciences sociales, R. Raymond (2008) relève le flou de la notion de gouvernance et s'intéresse à ses propriétés. Il propose deux voies complémentaires d'analyse des liens entre la gouvernance et le territoire, selon que celui-ci est l'objet de la gouvernance (la gouvernance pour un territoire) ou le levier de la gouvernance (la gouvernance par le territoire). P. Moquay (2008), quant à lui, s'interroge en tant que politiste sur la légitimité de la participation des acteurs dans les instances de concertation et souligne les risques à moyen terme d'apparition d'un mécanisme d'usure. Il invoque la gouvernance performative comme modalité de convergence institutionnelle qui conduit les acteurs à adhérer aux mêmes normes et même références. E. Chia *et al.* (2008b) mettent l'accent sur le processus collectif d'élaboration des règles selon une approche en sciences de gestion. Ils montrent que c'est le caractère dynamique et procédural du processus de gouvernance qui est porteur d'innovation dans une logique de changement progressif adaptée à la nature du développement durable. Les représentations des acteurs et les configurations des organisations professionnelles contribuent aux nouveaux dispositifs de régulation qu'introduit le développement durable. Les autres articles relevant de différentes disciplines relatent diverses expériences relatives aux dispositifs d'apprentissage et outils technologiques ; ils seront mis en regard des articles du présent ouvrage.

Le présent numéro spécial met l'accent sur deux entrées, les dispositifs et les outils, en prenant pied dans des situations tant du Nord (France métropolitaine ou d'outre-mer) que du Sud (Brésil, Sénégal, Madagascar, Amérique latine). Il combine des approches pluridisciplinaires, alliant la géographie à l'agronomie, l'économie, la sociologie et s'enrichit de travaux de doctorantes, qui assurent la relève sur les outils de gouvernance territoriale dans le champ de la géographie. Les deux parties, relatives aux dispositifs et démarches et aux méthodes et outils, présentent un panel diversifié d'expériences, montrant que la gouvernance ne se réduit ni à une dimension participative ni à une dimension réglementaire, mais qu'elle rencontre les limites du jeu d'acteurs et appelle à des démarches rigoureuses d'analyse. La conclusion pose la question du rôle de la recherche pour éclairer la gouvernance territoriale, dans une perspective d'ingénierie territoriale.

Dispositifs de gouvernance territoriale et démarches de recherche

Les quatre articles qui suivent illustrent chacun à leur façon la diversité d'une part des dispositifs de gouvernance territoriale que l'on peut rencontrer et d'autre part des démarches de recherche que l'on peut engager. Ainsi, ils abordent successivement les modalités d'organisation des acteurs agricoles dans les territoires, la conduite de procédures réglementaires, la construction de la légitimité des gestionnaires et la participation élargie des populations. Le chercheur se fait tout à tour formalisateur, observateur, négociateur ou promoteur. Il joue également souvent un rôle de médiateur dans le dispositif de gouvernance.

S. Lardon *et al.*, dans l'article « Dispositifs de gouvernance territoriale durable en agriculture. Analyse de trois situations en France et au Brésil », proposent une analyse de la façon dont les

acteurs fabriquent, utilisent, voire détournent, des instruments et des dispositifs pour décliner et traduire, compte tenu de leurs projets, les objectifs de développement durable. C'est à l'aune d'une grille croisant le degré d'intervention de l'État et des institutions locales et le degré d'organisation des acteurs agricoles qu'ils examinent quelques dispositifs, montrant que ce ne sont pas les mêmes modalités de coordination des acteurs ni les mêmes façons de rechercher et d'atteindre les objectifs de durabilité, selon le positionnement des dispositifs dans cette grille. Ils concluent que le développement durable se décline localement par une redéfinition, par les acteurs locaux, de ses enjeux et de ses objectifs, à leurs propres niveaux d'action. En retour, les solutions trouvées localement peuvent être mobilisées dans d'autres territoires et à d'autres échelles, ce qui argumente pour une mutualisation des expériences et des perspectives comparatives.

L'un des dispositifs est analysé plus finement pour rendre compte de la conduite locale d'une concertation. Ainsi, S. Loudiyi, dans l'article « Le SCoT, instrument de gouvernance territoriale ? La conduite locale de la concertation dans le Pays du Grand Clermont », s'interroge doublement. Comment les acteurs mandatés, comme l'agence d'urbanisme et les élus référents, organisent-ils le débat dans la phase d'élaboration du diagnostic du SCoT, pour faire converger les représentations des acteurs vers une vision commune ? Quel est le rôle du chercheur dans l'observation du processus et jusqu'où peut aller son analyse critique ? Le « jeu de carte » élaboré par l'agence d'urbanisme poursuit plusieurs objectifs affichés : faciliter l'interaction entre les acteurs et de donner voix aux participants qui s'expriment peu ou pas habituellement, produire une synthèse pour problématiser les enjeux du territoire dans un processus de co-construction du diagnostic, par la confrontation des arguments différents et l'instauration de normes et de règles d'action et contre-carrer les effets de « lassitude » constatée chez les acteurs et faciliter une mobilisation sociale autour du projet. Le positionnement du chercheur oscille entre implication dans la procédure et prise de recul pour tirer des enseignements, en particulier sur les effets induits du processus.

L'objectivation des pratiques des acteurs et des chercheurs est également au cœur de l'article de L. Boutinot *et al.* « Jeux de rôle et cartographie : la question de la neutralité des outils dans des dispositifs de gouvernance participative des territoires en Afrique ». Pour privilégier une participation élargie des populations aux décisions, les auteurs proposent l'usage d'outils tels que les jeux de rôle et la formation à la cartographie, en matière de gestion des ressources naturelles et du foncier au Sénégal. Ils montrent que la neutralité des outils ne va pas de soi et que la démarche d'accompagnement trouve ses limites dans l'indécision entre le « laisser-faire » et l'intervention. Cela repose la question de l'impact des savoirs d'experts et des outils technologiques mobilisés dans les relations de pouvoir qui s'exercent. Les jeux des acteurs sont constitutifs de ces dispositifs de gouvernance territoriale et ne peuvent être obérés.

P. Rio, quant à lui, dans son article « Aider à construire la légitimité du gestionnaire d'un territoire environnementalement cohérent » prend le problème en sens inverse, en utilisant la théorie des jeux pour modéliser un processus de négociation. Il s'agit d'aider le gestionnaire en lui fournissant des moyens de connaissance des réalités humaine et sociales pour contribuer à son intervention environnementale, selon la mission de conservation ou de mise en valeur qui lui a été confiée. La simulation a pour objectif d'évaluer les priorités des acteurs et de rechercher les solidarités naturelles entre communes, par exemple pour la gestion environnementale de la lagune de Thau. Elle montre que la structure spatiale des alliances communales permet une meilleure acceptation de la politique de gestion environnementale que ne le font les continuités dans le cadre structurant des EPCI ou le traitement indifférencié dans l'approche décentralisée. L'intérêt de cette démarche est de proposer des procédures de coordination et une approche négociée dans le but d'harmoniser les objectifs environnementaux « scientifiquement fondés » et les objectifs locaux très dispersés. Le chercheur apporte les instruments simulant de telles procédures négociées.

Méthodes d'observation et outils de gouvernance territoriale

Les quatre articles suivants mobilisent une diversité de méthodes employées par les chercheurs pour aborder la gouvernance territoriale et proposer des outils de compréhension et d'action : du SIG pour comprendre l'organisation spatiale des exploitations agricoles au SIG pour gérer le foncier, de l'analyse des conflits d'usage pour comprendre les enjeux de l'usage des ressources au paysage pour expliciter les enjeux agricoles, dans les territoires périurbains. Tous mettent l'accent sur les dimensions spatiales des dynamiques territoriales. Chacun développe une facette du processus de transformation des territoires ruraux ou urbains, du Nord ou du Sud, où l'agriculture est considérée comme ressource territoriale.

A. Toillier, dans son article « Conservation des forêts et réorganisation spatiale des activités agricoles dans un petit territoire rural betsileo (Madagascar) : une analyse par la modélisation graphique » se penche sur la construction de références en matière de réorganisation des exploitations agricoles soumises à des enjeux environnementaux. Dans un contexte de contractualisation avec les communautés villageoises pour la conservation des forêts dans le cadre de dispositifs récemment mis en place (Toillier *et al.*, 2008), il s'agit de comprendre les logiques d'organisation et d'évolution, aux deux niveaux, celui des exploitations agricoles et celui des territoires villageois. L'usage du SIG et des modèles graphiques met en évidence une différenciation du corridor forestier en trois zones agro-écologiques au sein desquels les territoires villageois s'inscrivent et où se différencient cinq types d'organisation spatiale d'exploitations, selon la répartition de leur parcellaire dans la forêt et la savane, les types de production et les stratégies de gestion de l'espace. L'observation des transformations dans les dynamiques d'occupation de l'espace qui aboutissent à une reconfiguration des contacts forêt-agriculture contribue à l'identification des enjeux d'aménagement du territoire agricole induits par la conservation des forêts.

C. Planchat-Héry dans son article « Usages participatifs des représentations paysagères dans un PLU » élabore un itinéraire méthodologique, combinant SIG, modèles graphiques et bloc-diagrammes pour construire des représentations paysagères partagées, avec les agriculteurs et les élus communaux. Les représentations graphiques utilisées lors des ateliers participatifs ont permis d'obtenir un inventaire, non exhaustif, des objets paysagers à considérer par les participants. La mise en dialogue de ces éléments paysagers, ainsi que les évolutions territoriales possibles, a révélé les intentions d'actions individuelles et collectives, à mener dans le cadre du Plan Local d'Urbanisme (PLU). Cependant, si le PLU peut inciter à la mise en place d'une agriculture durable, prenant en considération les projets des agriculteurs, la confrontation avec les élus à partir des représentations spatiales et sociales d'un même territoire met en évidence plusieurs difficultés. La première porte sur la coordination des actions sur l'espace agricole aux différentes échelles, de l'échelle d'opération à l'échelle d'aménagement, dévoilant l'écart entre l'image du projet d'aménagement que va argumenter les élus, et l'opérationnalité, soit la pratique de cet aménagement par les agriculteurs. La seconde difficulté porte sur la conciliation des représentations du rural vu par l'urbain, à travers le projet d'urbanisation qui met en avant une image du cadre de vie s'opposant à la matérialité des espaces de production des ressources naturelles, agricoles et forestières. Les blocs-diagrammes pour faire expliciter ce que les acteurs « ne veulent pas voir » et leur traduction cartographique dans le document de PLU constituent autant d'outils utilisables par les acteurs dans des ateliers participatifs afin de construire une vision partagée des enjeux agricoles du territoire communal.

L'approche de S. Darly, dans son article « La spatialité des conflits d'usage au sein des zones périurbaines en Ile de France : analyse empirique d'une modalité peu connue de la gouvernance des territoires » est tout autre. Plutôt que la recherche d'accord dans le cadre d'un projet de territoire, elle analyse la géographie des conflits, dans une zone fortement soumise aux processus d'urbanisation. La grille de lecture de la spatialité des conflits est organisée en trois étapes : celle de la géographie des objets et des ressources mis en jeu, celle de l'inscription territoriale des acteurs en opposition, et celle des productions spatiales des conflits. Les objets à la source des conflits et leur localisation révèlent les enjeux territoriaux. L'inscription territoriale des acteurs met

en évidence opposition et alliance, selon le croisement entre territoire de légitimation et territoire d'action. Les registres de différenciation des espaces locaux sont au nombre de trois : les espaces réglementés, les espaces identitaires et les espaces à aménager. Ainsi, l'analyse des conflits par la méthode de recensement des articles de presse a permis de mettre en évidence les spécificités territoriales des processus conflictuels. Elle constitue, à ce titre, un outil de connaissance des modalités de la gouvernance territoriale des zones périurbaines.

F. Roy et A. Viau, dans leur article « Les systèmes cadastraux : des instruments de base pour la gouvernance des territoires en Amérique latine? », proposent de développer des systèmes d'information cadastrale polyvalents pour non seulement réformer la fiscalité locale et enregistrer les titres fonciers, mais également répondre aux enjeux sociaux, économiques, politiques et environnementaux, tout particulièrement dans les pays latino-américains, Mexique, Honduras, Pérou. La comparaison avec les outils fonciers mis en place depuis déjà deux décennies au Québec montrent que les outils géomatiques peuvent être appropriés par les municipalités, pour de nouvelles fonctions, notamment en matière de gestion territoriale, d'aménagement, d'urbanisme et de protection de l'environnement. Cependant, le cadastre d'aujourd'hui est le résultat de long processus de maturation conceptuelle, d'ajustements techniques, de consolidation institutionnelle et d'évolution des pratiques foncières. Il ne se limite à son apparence physique, c'est-à-dire un ensemble de plans techniques représentant le morcellement foncier et chacune des parcelles, il est un instrument institutionnel de mise en œuvre des politiques foncières d'un État. On retrouve la nécessité d'outils d'intégration des différentes échelles territoriales de gouvernance.

Vers une ingénierie territoriale

À l'issue de ce panel d'expérimentations, présentant une diversité d'outils et de méthodes, de dispositifs et de démarches, plusieurs questions émergent et demandent à être approfondies, celle de l'apprentissage, celle de la participation et celle de la technologie. Ces aspects ne sont pas au cœur des contributions rassemblées ici, bien qu'ils aient donné lieu à une session du colloque. On peut présenter brièvement ces réflexions qui s'inscrivent dans une perspective d'ingénierie territoriale, restant à développer.

Les dispositifs d'apprentissage sont au cœur des dynamiques de gouvernance territoriale, car de nouveaux acteurs émergent, de nouveaux enjeux se font jour, de nouvelles modalités de coordination des actions individuelles et collectives sont nécessaires. Ainsi, E. Chia *et al.* (2008a), montrent que des apprentissages nombreux ont été réalisés entre conseillers et agriculteurs et entre conseillers d'organismes différents, dans le cadre de contrats agricoles à l'Île de la Réunion. Les apprentissages sont plus organisationnels que techniques. De même, É. Coudel *et al.* (2008) analysant la capacité des acteurs d'une université paysanne au Brésil à participer aux dispositifs de gouvernance locale, mettent en évidence que les plus adaptés sont les profils de médiateurs territoriaux. Cela demande d'étudier quelles sont les compétences mobilisées et quels cursus de formation permettent d'acquérir de telles compétences.

Les démarches participatives constituent un enjeu crucial dans les pratiques de la gouvernance territoriale, car elles s'attachent à impliquer plus durablement les acteurs dans le projet de territoire, en les impliquant dès les étapes de conception et en adaptant les dispositifs à leurs échelles d'action. Ainsi, le « jeu de territoire » formalisé par V. Angeon et S. Lardon (2008), facilite l'expression des acteurs par l'usage des représentations spatiales et constitue ainsi à la fois une méthode d'animation et un dispositif de gouvernance. Les enjeux territoriaux sont appropriés par les acteurs, dans la mesure où c'est eux-mêmes qui les argumentent et qui les hiérarchisent. Les actions imaginées pour trouver le chemin vers un scénario partagé trouvent leur cohérence dans les configurations, à la fois sociales et spatiales, et ouvrent sur de nouveaux modèles de développement. D'autres ateliers participatifs ont été expérimentés (Batton-Hubert *et al.*, 2008). Tous mettent en avant la participation des acteurs et des chercheurs comme condition d'une capacité

d'innovation et l'usage des représentations spatiales comme moyen de médiation entre les différents points de vue, processus et niveaux d'organisation.

Les outils technologiques utilisables dans les dispositifs de gouvernance sont de divers ordres. Ils visent à faciliter l'apprentissage collectif et la participation des acteurs. Ils contribuent également à assurer la diffusion des informations et la communication entre acteurs locaux et institutions. Ainsi, A. Viau et F. Boutinot (2008) présentent la géomatique comme un outil privilégié. Dans son acception large, qui va au-delà des outils communément utilisés dans les projets et du champ d'expertise des acteurs institutionnels, elle contribue à la production et à la reproduction des sociétés à travers leurs modes de représentation des territoires, c'est-à-dire à travers leurs capacités d'avoir des outils et des méthodes, et si possible d'en maîtriser les usages, pour décider de l'avenir de leur territoire dans un souci de gestion durable. M. Zacklad (2008), quant à lui, argumente l'intérêt des Documents pour l'Action Participatifs, pour documenter en continu les activités et faciliter l'hybridation socio-cognitive dans les processus. En termes de gouvernance, cela permettrait de tenir compte des points de vue des acteurs concernés et de générer de nouvelles connaissances utilisables pour informer les décisions à prendre.

Les conclusions auxquelles nous amènent cet ensemble d'articles sont de trois ordres. Tout d'abord, il est clair que le sujet n'est pas épuisé et que de nombreuses questions restent à l'agenda des recherches, en particulier celle des modalités d'apprentissage collectif et de conception collaborative et celle des organisations d'acteurs et de leurs configurations socio-spatiales. Ensuite, émerge très concrètement l'idée de concevoir des formations-actions adaptées aux nouvelles compétences à développer et aux nouveaux acteurs concernés par les dynamiques territoriales. Enfin, l'enjeu de la gouvernance territoriale renvoie à une meilleure articulation entre théorie et pratique et appelle à concevoir des modalités coordonnées de recherche et d'action, sous forme de recherche-intervention pour aller dans le sens d'un accompagnement des acteurs dans les processus de gouvernance territoriale. C'est ce vers quoi nous invite la conclusion d'E. Chia *et al.* « Vers une « technologie » de la gouvernance territoriale ! Plaidoyer pour un programme de recherche sur instruments et dispositifs de la gouvernance » : instruire l'ingénierie territoriale comme une science du développement territorial s'appuyant sur un dispositif de recherche-formation-action. C'est un beau défi à relever pour les années à venir !

Bibliographie

- ANGEON (V.), LARDON (S.), 2008. – « Participation and governance in territorial development projects. The "territory game" as a local leadership system », dans REY-VALETTE (H.), LARDON (S.), CHIA (E.) (dir.), *Governance: Institutional and learning plans facilitating the appropriation of sustainable development*, Special issue of *IJSD*, vol. 11, n° 2/3 (sous presse).
- BATTON-HUBERT (M.), JOLIVEAU (T.), LARDON (S.), 2008. – « Modélisation spatiale et décision territoriale participative. Conception et mise en œuvre dans des ateliers participatifs chercheurs-acteurs », dans LARDON (S.), ROCHE (S.) (dir.), *Représentations spatiales dans les démarches participatives*, *Revue Internationale de Géomatique*, vol. 18, n° 4, p. 551-572.
- CHIA (E.), DULCIRE (M.), PIRAUX (M.), 2008a. – « Apprenticeship and territorial governance: wich relationship? The case of CTE in Reunion Island », dans REY-VALETTE (H.), LARDON (S.), CHIA (E.) (dir.), *Governance: Institutional and learning plans facilitating the appropriation of sustainable development*, Special issue of *IJSD*, vol. 11, n° 2/3 (sous presse).
- CHIA (E.), REY-VALETTE (H.), MATHE (S.), 2008b. – « Aquaculture and sustainable development: a regulatory or governance system ? », dans REY-VALETTE (H.), LARDON (S.), CHIA (E.) (dir.), *Governance: Institutional and learning plans facilitating the appropriation of sustainable development*, Special issue of *IJSD*, vol. 11, n° 2/3 (sous presse).

- COUDEL (E.), TONNEAU (J.-P.), REY-VALETTE (H.), 2008. – « Which competencies and learning to facilitate implication of local actors in territorial governance: The example of a Farmer University in Brazil », dans REY-VALETTE (H.), LARDON (S.), CHIA (E.) (dir.), *Governance: Institutional and learning plans facilitating the appropriation of sustainable development*, Special issue of *IJSD*, vol. 11, n° 2/3 (sous presse).
- DEFFONTAINES (J.-P.), MARCELPOIL (E.), MOQUAY (P.), 2001. – « Le développement territorial : une diversité d'interprétations », dans LARDON (S.), MAUREL (P.), PIVETEAU (V.) (éd.), *Représentations spatiales et développement territorial*, Paris, Hermès, p. 39-56.
- MOQUAY (P.), 2008. – « Performative governance: dynamics of participatory system for devising sustainable development projects », dans REY-VALETTE (H.), LARDON (S.), CHIA (E.) (dir.), *Governance: Institutional and learning plans facilitating the appropriation of sustainable development*, Special issue of *IJSD*, vol. 11, n° 2/3 (sous presse).
- RAYMOND (R.), 2008. – « Agreements and controversies around the notion of territorial governance. A bibliographic Review of a Fashionable Notion », dans REY-VALETTE (H.), LARDON (S.), CHIA (E.) (dir.), *Governance: Institutional and learning plans facilitating the appropriation of sustainable development*, Special issue of *IJSD*, vol. 11, n° 2/3 (sous presse).
- REY-VALETTE (H.), LARDON (S.), CHIA (E.) (dir.), 2008. – *Governance: Institutional and learning plans facilitating the appropriation of sustainable development*, Editorial, Special issue of *IJSD*, vol. 11, n° 2/3 (sous presse).
- TOILLIER (A.), LARDON (S.), HERVÉ (D.), 2008. – « An environmental governance support tool: community-based forest management contracts (Madagascar) », dans REY-VALETTE (H.), LARDON (S.), CHIA (E.) (dir.), *Governance: Institutional and learning plans facilitating the appropriation of sustainable development*, Special issue of *IJSD*, vol. 11, n° 2/3 (sous presse).
- VIAU (A.), BOUTINOT (F.), 2008. – « Geomatics and territorial governance: tools, knowledge and expertise », dans REY-VALETTE (H.), LARDON (S.), CHIA (E.) (dir.), *Governance: Institutional and learning plans facilitating the appropriation of sustainable development*, Special issue of *IJSD*, vol. 11, n° 2/3 (sous presse).
- ZACKLAD (M.), 2008. – « Participative Documentary Spaces and governance », dans REY-VALETTE (H.), LARDON (S.), CHIA (E.) (dir.), *Governance: Institutional and learning plans facilitating the appropriation of sustainable development*, Special issue of *IJSD*, vol. 11, n° 2/3 (sous presse).